



## CHAPITRE 119

Loi concernant La commission scolaire  
du village de Cap Chat

[Sanctionnée le 22 février 1955]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Cap Chat, dans le comté de Gaspé-Nord, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences scolaires, et qu'il est dans l'intérêt des contribuables, et nécessaire à la bonne administration des affaires scolaires, et éducationnelles, que leurs revenus soient augmentés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans lesdites pétitions;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe  
d'édu-  
cation  
autorisée.

**1.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Cap Chat, dans le comté de Gaspé-Nord, sont autorisés à imposer et à prélever, par résolution, à compter du 1er mai 1955, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, de même portée, et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz, l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés, au sens

## CHAPTER 119

An Act respecting The school board of  
the village of Cap Chat

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Preamble.

**W**HEREAS The school commissioners for the school municipality of the village of Cap Chat, in the county of Gaspé North, have, by their petition, represented that their revenues are inadequate to meet the school requirements, and that it is in the interest of the rate-payers, and necessary to the good administration of school and educational affairs that their revenues be increased;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petitions;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education  
tax au-  
thorized.

**1.** The school commissioners for the school municipality of the village of Cap Chat, in the county of Gaspé North may, by resolution, impose and levy, from the 1st of May, 1955, inclusively, in addition to any other tax, a special tax of one per cent, called education tax, of the same nature and scope in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased, in the sense of section 2 of the Retail Sales Tax Act, within the

de l'article 2 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, dans les limites actuelles de la municipalité scolaire du village de Cap Chat, dans le comté de Gaspé-Nord.

Achats  
à l'exté-  
rieur.

Toute personne résidant ordinairement dans les limites de la municipalité scolaire du village de Cap Chat, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, y apporte, ou fait en sorte qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation et usage par elle-même, dans les limites de ladite municipalité scolaire, doit payer auxdits commissaires d'écoles, sur le prix d'achat, une taxe de un pour cent sur la consommation et l'usage dudit bien, soit une taxe équivalente à la taxe de vente qui eût été payable, si ce bien avait été acheté dans les limites de ladite municipalité scolaire.

Percep-  
tion, etc.

**2.** Lesdites taxes sont prélevées et perçues en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, et avec les mêmes exemptions, et les mêmes sanctions que les taxes perçues en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements.

Conven-  
tions.

**3.** Les commissaires d'écoles de la susdite municipalité scolaire sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province, pour la perception de la taxe, dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipula-  
tions.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis aux secrétaires-trésoriers des commissions d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Droits  
transpor-  
tés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles, concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi, et dans le cas où le ministre des finances est ainsi autorisé, les dispositions de la section IIIa de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle qu'édictee par la loi 14 George VI, chapitre 19, s'appliqueront de la même façon que si la présente loi était une loi de revenu.

present limits of the school municipality of the village of Cap Chat, in the county of Gaspé North.

Every person ordinarily residing within the limits of the school municipality of the village of Cap Chat or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be delivered to him there any moveable property, for consumption or use by himself, within the limits of the said school municipality, shall pay to the said school commissioners, on the purchase price, a tax of one per cent on the consumption and use of the said property, namely a tax equal to the sales tax that would have been payable if such property had been purchased within the limits of the said school municipality.

Outside  
purchases.

**2.** The said taxes shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the taxes collected under chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments.

Collec-  
tion, etc.

**3.** The school commissioners of the aforesaid school municipality are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-  
ments.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurers of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Stipula-  
tions.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act, and if the Minister of Finance is so authorized, the provisions of Division IIIa of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as enacted by the act 14 George VI, chapter 19, shall apply in the same manner as if this act were a revenue act.

Rights  
trans-  
ferred.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles, en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

Entrée en  
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

Provisions  
to apply.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.